

**Laurence BIARD**  
Directrice des Achats GHT

**Pascal VITTECOQ**  
Responsable du département  
Travaux, Prestations  
techniques, Energie du GHT

**Cellule des Marchés  
Publics**  
☎ 02.32.73.35.19  
cellule.marchespublics@ch-  
havre.fr

**Affaire suivie par :**  
**Stéphane TURLE**  
Responsable Qualité, Hygiène,  
Sécurité, Environnement  
☎ 02.32.73.38.69  
[stephane.turle@ch-havre.fr](mailto:stephane.turle@ch-havre.fr)  
&  
**François BOQUET**  
Chef de Service Sécurité  
☎ 02.32.73.31.82  
[antoine.moutonnet@ch-havre.fr](mailto:antoine.moutonnet@ch-havre.fr)

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES  
COURANTES ET DE SERVICES**

**MAINTENANCE ET FOURNITURES DES  
EQUIPEMENTS DE SECURITE INCENDIE**

**Numéro de la consultation : 25DTP008**

**PROCEDURE ADAPTÉE**

Selon les articles L 2123-1 & R. 2123-1 du Code de la Commande Publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES**  
**PARTICULIÈRES (CCAP)**

## Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre ;
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- EHPAD La Belle Etoile ;
- EHPAD Les Escalles.

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

## Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

<b>Dénomination :</b> GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	<b>Direction :</b> Direction des Achats du GHT
<b>Adresse Siège social :</b> BP 24	<b>CP :</b> 76 083
<b>Localité / Ville :</b> LE HAVRE	<b>Pays :</b> France
<b>Téléphone :</b> 02.32.73.35.19	<b>Télécopieur :</b> 02.32.73.44.18
<b>Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) :</b> <a href="mailto:cellule.marchespublics@ch-havre.fr">cellule.marchespublics@ch-havre.fr</a>	<b>SIRET :</b> 267 601 714 000 12

## Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet :

- La fourniture d'équipements de sécurité incendie ainsi que des pièces détachées associées ;
- La réalisation des prestations de vérifications réglementaires, de maintenance préventive et corrective portant sur les matériels de sécurité incendie suivants :
  - Extincteurs ;
  - Bouches et poteaux d'incendie ;
  - Colonnes sèches ;
  - Robinets d'incendie armés (RIA) ;
  - Systèmes de désenfumage et compartimentage ;
  - Matériels et dispositifs de signalisation de sécurité incendie.

Les prestations de maintenance, tant préventive que corrective, seront intégralement assurées par le titulaire du marché.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans le respect des règles de l'art, conformément à la réglementation en vigueur, et de manière à garantir le maintien en condition opérationnelle et la performance optimale des matériels concernés, contribuant ainsi à la prévention des risques de défaillance.

En ce qui concerne la fourniture d'équipements et de pièces détachées, les établissements de santé bénéficiaires disposeront d'un bordereau de prix unitaire applicable pendant toute la durée du marché.

### 3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

Code	Intitulé
35111300-8	Appareils extincteurs
50413200-5	Services de réparation et d'entretien d'installations d'extinction d'incendie
35111000-5	Matériel de lutte contre l'incendie

### 3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'une procédure adaptée, en application des articles R. 2123 du code de la commande publique.

### 3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un maximum de 220 999.00 € HT, en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

Les maximums par lots sont les suivant :

Lot n°	Montant HT Maximum
Lot 1 - Prestations de vérifications réglementaires et de maintenance	120 999.00 €
Lot 2 - Fournitures d'équipements et de pièces détachées de sécurité incendie	100 000.00 €

### 3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- L'EHPAD La Belle Etoile ;
- L'EHPAD Les Escalles.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;
- Le Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne) ;
- Le Centre Hospitalier des Hautes Falaises (Fécamp) ;
- Le Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer) ;
- Le Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc ;
- L'EHPAD de Beuzeville ;
- L'EHPAD La Belle Etoile ;
- L'EHPAD Les Escalles.

### **3.6 Décomposition**

#### **3.6.1 Allotissement**

Le présent marché est décomposé en 2 lots :

- Lot n°1 : Prestations de vérifications réglementaires et de maintenance
- Lot n°2 : Fournitures d'équipements et de pièces détachées de sécurité incendie

Les lots seront attribués séparément.

#### **3.6.2 Tranches optionnelles**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

### **3.7 Option**

Il n'est pas prévu d'option.

### **3.8 Variante**

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer plusieurs variantes conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- D'améliorer le processus de commande et les flux logistiques,
- De diminuer les coûts (notamment logistiques),
- De conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- De prendre en compte une démarche de développement durable.

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

## **Article 4 DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché prend effet à compter de sa date de notification et pour une période d'un an.

Toutefois, le marché pourra être reconduit deux fois pour une période d'un an par tacite reconduction conformément à l'article R 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

## **Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le présent dossier de consultations des entreprises (DCE) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande.

### 6.1 Délai d'exécution

Sont définis limitativement comme délais d'exécution :

- Le délai entre la demande d'information technique des agents du GHT et la réponse apportée à celle-ci,
- Le délai entre l'émission du bon de commande et la livraison des fournitures,
- Le délai entre l'émission du bon de commande et le début de réalisation d'intervention,
- Le délai entre le début de réalisation d'intervention et la fin de réalisation d'intervention,

### 6.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

### 6.3 Bon de commande et/ou ordres de services

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande et/ou d'ordres de services où sont stipulés les heures et le lieu de livraison et d'interventions.

Les bons de commande et/ou ordres de services seront notifiés par les établissements de santé du GHT au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande et/ou Ordres de services sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service ;
- La nature du produit ou de la prestation souhaitée;
- La quantité souhaitée ;
- La date de livraison ou de réalisation souhaitée ;
- Le lieu de livraison des produits ou le lieu d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ou de l'ordre de service ;
- Le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande et ou ordres de services signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé de réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

### 6.4 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la prestation (examen sommaire) conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

Les interventions devront être conformes aux stipulations du marché.

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

La poursuite de l'exécution des interventions en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Le Cahier des clauses techniques particulières précise les modalités de vérifications lorsque cela est nécessaire.

### 6.5 Confidentialité

Le titulaire est tenu au titre du présent contrat, non seulement à la confidentialité la plus absolue, mais également à la neutralité et à la plus extrême discrétion vis à vis des échanges qui pourraient impliquer des patients et du personnel des établissements.

Tous les renseignements fournis au personnel du titulaire, tous les documents qui lui sont confiés, tous les entretiens auxquels il participe, et mentionnés comme tels, sont considérés comme strictement confidentiels. Le titulaire s'engage à faire respecter cette obligation auprès de son personnel.

De son côté, le pouvoir adjudicateur s'engage à garder confidentiels les méthodes, savoir-faire, process utilisés ou développés par le titulaire dont il pourrait avoir connaissance.

Le règlement européen (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données est opposable au titulaire.

Le titulaire s'engage à accomplir sa mission selon les règles de sa profession. Il s'engage à ne divulguer aucune information sans l'autorisation du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

## **Article 7      PRIX DU MARCHÉ**

### **7.1      Caractéristiques des prix**

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de lieux d'exécution, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-13 du Code de la commande publique, les prix afférents au présent marché sont révisibles, à la hausse comme à la baisse, à l'issue de la première année d'exécution, puis à chaque date anniversaire de sa conclusion, sur demande expresse du titulaire. À défaut d'une telle demande, la révision est réputée refusée par titulaire.

### **7.2      Révision des prix**

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

$$\text{Coefficient de variation} = 0.125 + 0.075(\text{FSD1n}/\text{FSD1n-1}) + 0.8(\text{ICHT-IMEn}/\text{ICHT-IMEn-1})$$

FSD1n = Frais et service divers – modèle de référence n°1 - Année n

FSD1n-1 = Frais et service divers – modèle de référence n°1 Année n-1

ICHT-IMEn = Coût horaire du travail – Industrie mécaniques et électriques – Année n

ICHT-IMEn-1 = Coût horaire du travail – Industrie mécaniques et électriques – Année n-1

La demande de révision des prix devra être adressée au pouvoir adjudicateur par courrier électronique ou par courrier recommandé avec accusé de réception, et accompagnée d'un nouveau bordereau des prix unitaires (BPU). Cette demande devra impérativement intervenir au moins un mois avant l'échéance de la période contractuelle en cours (date anniversaire de la conclusion du marché).

À défaut de transmission dans ce délai, les prix figurant au BPU en vigueur demeureront applicables jusqu'à la prochaine demande de révision formulée conformément aux modalités définies ci-dessus.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

#### **7.2.1      Clause butoir**

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

### **7.2.2 Clause de sauvegarde**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 3%.

## **Article 8 AVANCE**

### **8.1 Conditions de versement et de remboursement**

L'option B de l'article 11 du CCAG-FCS est applicable.

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire à l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R. 2151-13, du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

### **8.2 Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **Article 9 GARANTIES FINANCIÈRES**

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

## **Article 10 ASSURANCE**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.



## 11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 11.3 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier,
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **Le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **Le numéro du marché,**
- La date d'exécution des prestations
- La nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- La décomposition des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète
- Le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- Le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- La date de facturation,
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront déposées via chorus pro (<http://chorus-pro.gouv.fr>) sous le code service de chaque établissement.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## 11.4 Délai global de paiement

Les règles relatives à la fixation, au déclenchement et à l'interruption du délai de paiement sont celles fixées par le Code de la commande publique des articles R. 2192-11 à R. 2192-30.

Lorsqu'un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.



En cas de dépassement du délai de paiement les articles L. 2192-10 à L. 2192-14 du Code de la commande publique sont applicables.

## 11.5 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

### Article 12 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

Motifs	Délai maximal	Pénalités
Planification des visites périodiques non communiquée.	Selon échéance des vérifications réglementaires	100 € par semaine de retard à compter de l'échéance des vérifications réglementaires.
Non-respect du planning des visites périodiques.	Selon planification communiquée.	200 € par semaine de retard à compter de la date de début du planning.
Non-respect des procédés de vérification réglementaire.	Cf. CCTP selon établissements.	200 € par équipement à compter du constat.
Non-respect du délai entre la demande d'information technique des agents du GHT et la réponse apportée à celle-ci.	2 semaines.	100 € par semaine de retard à compter de la date de demande.
Non-respect du délai entre l'émission du bon de commande et la livraison des fournitures.	Délai indiqué sur le bon de commande.	200 € par semaine de retard à compter du délai indiqué sur le bon de commande.
Non-respect du délai entre l'émission du bon de commande et le début de réalisation d'intervention.	Date de début d'intervention prévue.	200 € par semaine de retard à compter de la date de début d'intervention.
Non-respect du délai entre le début de réalisation d'intervention et la fin de réalisation d'intervention.	Date de fin d'intervention prévue.	200 € par semaine de retard à compter de la date de début d'intervention.
Dépassement du délai d'intervention.	Cf. CCTP selon établissements.	100€ par jour de retard à compter de l'expiration du délai d'indisponibilité.
Dépassement du délai d'indisponibilité, non maintien de la continuité de services des installations, ou insuffisance de la fourniture.	Cf. CCTP selon établissements.	100€ par jour de retard à compter du dépassement du délai d'indisponibilité.
Non transmission d'un rapport de visite.	30 jours ouvrés à compter la date de la visite.	100 € par jour ouvrés à compter de J+30 de la date de visite.
Refus d'intervention et/ou reprogrammation de l'intervention sans accord du Maître d'Ouvrage.	Cf. CCTP selon établissements.	100€ par heure de retard à compter de l'expiration du délai d'intervention.
Absence de fourniture ou de mise à jour des pièces écrites et graphiques (plans et schémas) des installations.	Immédiat.	150 € par document à compter du constat.
Redondance de panne.	Troisième dysfonctionnement du même équipement dans la même année.	100 € par jour calendaire à compter du troisième dysfonctionnement jusqu'à la résolution de la panne.
Mise à disposition d'un agent sur site avec une ou des qualification(s) non conforme(s) au CCTP.	Immédiat. Dans l'hypothèse où un technicien est mis à disposition sur un des sites des établissements sans qualification à jour.	300 € par jour calendaire et par titre de qualification à compter du constat. Les documents remis non-conformes étant considérés comme non remis.
Non-respect des procédures liées à l'hygiène.	Immédiat.	Infraction mineure : 160 € à compter du constat (mesures minimales de l'analyse des risques). Infraction majeure : 480 € à compter du constat (mesures complémentaires de l'analyse des risques).
Non-respect des exigences d'attitude et de tenue du personnel du titulaire ou de ports des EPI selon le 'Livret d'accueil et de prescriptions pour les Prestataires de Services'.	Immédiat	100€ par non-respect constaté.
Non-respect des conditions contractuelles de présence établies par le présent marché (absence à une Commission de Sécurité Incendie, absence lors du passage du bureau de contrôle...)	Immédiat.	100 € par jour ouvrés à compter du constat d'absence jusqu'à la présence effective.

Non réponse à un courrier recommandé.	Dans les 15 jours qui suivent la date de réception.	100 € par jour calendaire de retard à compter de J+15.
Non-respect des conditions contractuelles administratives établies par le présent marché (clauses du CCAP).	Immédiat.	100 € par non-respect constaté.
Non-respect des conditions contractuelles techniques (Respect des procédés, clauses du CCTP).	Immédiat.	100 € par jour calendaire à compter du constat de non-respect jusqu'à la résolution du problème ou de la transmission du document technique attendu.
Non-respect des consignes de confidentialité.	Immédiat.	1 000 € par non-respect constaté.

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application ou la non application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé concerné en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

### **Article 13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT**

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

### **Article 14 MODIFICATION DU MARCHÉ**

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.

### **Article 15 MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

**Article 17      LITIGES****17.1      Election de for**

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

**17.2      Voies de recours**

Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

*Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen*

*Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr), URL : [rouen.tribunal-administratif.fr](http://rouen.tribunal-administratif.fr)*

*☎ : 02 35 58 35 00 ☎ : 02 35 58 35 03*

**Article 18      DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Article 5 Pièces contractuelles du marché	→	Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS
Article 6.1 Délais d'exécution	→	Dérogation à l'article 13 du CCAG-FCS
Article 7 Prix du marché	→	Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS
Article 12 Pénalités	→	Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS
Article 13 Exécution par défaut	→	Dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 17 septembre 2025